

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Justin Akers Chacón et Mike Davis, *No One is Illegal. Fighting Racism and State Violence on the U.S.- Mexico Border*, Chicago, Haymarket Books, 2^e éd., 2018

Emanuel Guay

Number 24, Fall 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94069ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Guay, E. (2020). Review of [Justin Akers Chacón et Mike Davis, *No One is Illegal. Fighting Racism and State Violence on the U.S.- Mexico Border*, Chicago, Haymarket Books, 2^e éd., 2018]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 266–267.

Justin Akers Chacón et Mike Davis

No One is Illegal. Fighting Racism and State Violence on the U.S.- Mexico Border

Chicago, Haymarket Books, 2^e éd., 2018

Emanuel Guay

Les États-Unis ont connu d'importants soulèvements populaires au cours de la décennie 2010, du mouvement *Black Lives Matter* aux grèves dans le secteur de l'éducation entre 2018 et 2019, en passant par les mobilisations féministes autour de *#MeToo* et de la grève mondiale des femmes du 8 mars 2017. Un autre événement majeur durant cette période a été la « journée sans immigrants et immigrantes » du 16 février 2017. Les participants et les participantes à cette journée voulaient mettre en lumière la contribution des personnes issues de l'immigration à la société américaine et contester les intentions affichées par le président Trump de renforcer les mesures de déportation et de construire un mur entre les États-Unis et le Mexique. Une telle mobilisation rappelle, à plusieurs égards, les nombreuses actions de masse qui ont été organisées entre les mois de mars et de mai 2006 pour s'opposer à la loi *House Resolution 4437*, dont la ratification au Sénat américain aurait eu pour effet que des millions de personnes sans statut (et celles qui les aident à rester aux États-Unis) auraient été considérées comme des criminelles.

C'est dans la foulée de ces actions de masse durant le deuxième mandat de George W. Bush que les historiens Justin Akers Chacón et Mike Davis ont publié en 2006 *No One is Illegal. Fighting Racism and State Violence on the U.S.-Mexico Border*. Dans l'édition revue et augmentée, Chacón et Davis prolongent leur étude initiale en offrant une analyse des administrations Obama et Trump. Ils interprètent la décennie 2008-2018 comme une période de durcissement du régime de déportation et de criminalisation des immigrants et immigrantes sans statut en sol américain (p. 342). Plusieurs facteurs ont contribué au durcissement de ce régime. On retrouve parmi ceux-ci le souci qu'avait la première administration Obama de parvenir à un consensus bipartisan sur l'octroi d'un statut légal aux immigrantes et immigrants sans papiers aux États-Unis. Cette stratégie de durcissement a été adoptée malgré l'obtention en 2008 d'une majorité démocrate à la Chambre des représentants et au Sénat, ainsi qu'une opinion publique favorable à la régularisation des personnes sans statut à la suite des mobilisations de 2006 (p. 343-344). La démoralisation des supporters et supportrices d'Obama s'est manifestée dès les élections de mi-mandat en 2010, avec un taux d'absentéisme élevé chez les communautés latino-américaines, ce qui a facilité la remontée

d'un Parti républicain pourtant affaibli par les deux mandats de Bush (p. 315-316). L'absence d'un plan de régularisation à l'échelle fédérale a aussi encouragé les républicains à mener des campagnes anti-immigration particulièrement agressives à l'échelle des États, notamment en Arizona (p. 319-320), tout en contribuant au prolongement de plusieurs mesures répressives adoptées par les prédécesseurs d'Obama et renforcées avec la victoire de Trump en 2016 (p. 353-354).

Le reste du livre permet de situer les conflits entourant les droits des personnes immigrantes aux États-Unis sur le temps long, en appréhendant les déportations comme une stratégie de contrôle des travailleurs et des travailleuses les plus précaires (p. 166-167). Les sections rédigées par Davis se concentrent sur les différentes formes de violence et de répression dont les personnes immigrantes ont été victimes au cours de l'histoire américaine : la surveillance et la brutalité policières, l'intimidation patronale, les campagnes de terreur organisées par le Ku Klux Klan, parmi bien d'autres exemples (p. 8). Les cibles de ces violences ont varié au cours des années, suivant les flux migratoires et les événements politiques. Davis recense, dans le cas californien, le massacre de plusieurs hommes et garçons chinois en 1871 à Los Angeles, une campagne dirigée entre 1922 et 1923 par le Ku Klux Klan pour « rendre la vie insupportable aux Japonais et aux Japonaises », des émeutes contre les personnes d'origine philippine durant les années 1930, ainsi que de nombreuses attaques contre des initiatives syndicales menées par des personnes immigrantes au cours du vingtième siècle. L'historien note une « continuité extraordinaire dans les préjugés portés par les personnes blanches au cours des cent cinquante dernières années de l'histoire californienne. La fureur des nativistes et des justiciers xénophobes s'est toujours acharnée sur les segments de la population les plus pauvres, avec le moins de pouvoir et qui travaillent le plus » (p. 75, traduction libre). Les sections rédigées par Chacón se penchent pour leur part sur les conséquences politiques de la déportation et de la criminalisation d'une part importante de la population immigrante aux États-Unis. Ces conséquences incluent le maintien d'un régime d'accumulation basé sur l'exploitation de millions de personnes précaires, la possibilité de mettre fin à des conflits de travail avec des déportations et le durcissement des divisions entre les travailleuses et les travailleurs qui disposent d'un statut et ceux qui n'en ont pas, ce qui nuit au développement des solidarités de classe (p. 124-125).

À la veille des prochaines élections américaines, les analyses proposées par Chacón et Davis mettent bien en lumière les liens entre la répression légale des immigrants et immigrantes sans statut, la reproduction des inégalités internationales et la dégradation des conditions de vie sous le néolibéralisme avancé (p. 281). L'établissement d'un programme de régularisation accessible à toutes les personnes qui vivent sans statut aux États-Unis – ainsi qu'au Canada – constitue une priorité pour la défense des droits des personnes immigrantes et le renforcement de la gauche internationaliste en Amérique du Nord.